

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Ouverture de crédits supplémentaires au budget**

ARRETE N° 40 promulguant au Togo le décret du 10 décembre 1931, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo pour l'exercice 1931 et prélèvement sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 10 décembre 1931, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo pour l'exercice 1931 et prélèvement sur la caisse de réserve;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 décembre 1931, portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo pour l'exercice 1931 et prélèvement sur la caisse de réserve.

Lomé, le 29 janvier 1932.

R. DE GUISE.

Ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo et prélèvement sur la caisse de réserve.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 10 décembre 1931.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris, en Conseil d'Administration, à la date du 2 octobre 1931, un arrêté portant prélèvement sur la caisse de réserve du Territoire d'une somme de 616.399 frs. 56 et ouverture d'un crédit supplémentaire correspondant au Chapitre XX du budget local, exercice 1931.

Cette mesure ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer pour la ratifier, conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

PAUL REYNAUD.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sur le rapport du ministre des colonies,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la Société des Nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 10 mars 1931 portant approbation des budgets du Togo, exercice 1931;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 555 pris en Conseil d'Administration, le 2 octobre 1931, par le Commissaire de la République au Togo, et portant ouverture, au Chapitre XX du budget du Togo, exercice 1931, d'un crédit supplémentaire de 616.399 frs. 56 et prélèvement d'égale somme sur la caisse de réserve du Territoire.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 décembre 1931.

PAUL DOUMER.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
PAUL REYNAUD.

ARRETE N° 555 portant ouverture de crédit supplémentaire au budget local, exercice 1931 par prélèvement sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 10 mars 1931, portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1931;

Le conseil d'administration entendu;

Vu l'urgence et sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Chapitre XX du budget local — exercice 1931, l'article 6 nouveau suivant « Remboursement de la retenue de garantie pour le Whaff ».

Cet article est doté d'un crédit supplémentaire de 616.399 frs. 56.